

## SOCIÉTÉ

# La taxe contre l'obésité ne fait pas l'unanimité à l'UMP

Une mission parlementaire devrait proposer l'augmentation de la TVA sur les produits gras et sucrés. Xavier Bertrand s'est prononcé contre une telle mesure.

Le Monde avec Reuters

Publié le 28 septembre 2008 à 15h14, mis à jour le 28 septembre 2008 à 15h14

· Lecture 2 min.

Augmenter la TVA sur les produits gras et sucrés. D'après *Le Parisien*, le rapport que doit remettre, mardi 30 septembre, la députée UMP Valérie Boyer devrait proposer un passage de 5,5 % à 19,6 % dans le but de lutter contre.

Cette mesure éventuelle sur la TVA viserait les produits comme les barres chocolatées, sodas, chips et confiseries, dont le caractère hyper-calorique est accusé d'être à l'origine de la montée du phénomène de l'obésité. La mission parlementaire évalue l'impact de l'obésité à environ 8 % des dépenses de santé, rapporte *Le Parisien*. Si rien n'est fait, l'obésité pourrait toucher un Français sur trois en 2020 et induire 14% des dépenses de santé, toujours selon ce rapport. La mission avance d'autres propositions comme des mesures incitatives à la consommation de fruits et légumes, la création d'un métier de "conseiller nutritionnel" pour la distribution et la réglementation de l'usage de certaines matières grasses dans l'industrie alimentaire.

Interrogé sur Europe 1, le ministre du travail Xavier Bertrand s'est dit dimanche hostile à une augmentation de taxe. *"L'idée d'une nouvelle taxe, je n'y suis pas favorable, parce que vous savez ce qui se passerait ? Ça augmenterait les prix, et je ne suis pas sûr que ça change les comportements"*, a-t-il dit. Cette idée est pourtant défendue de longue par certains au sein de la majorité présidentielle. En août dernier, Valérie Boyer se prononçait déjà pour une majoration fiscale des produits gras, au nom de l'UMP : *"La majoration fiscale de produits dont la consommation mérite d'être modérée pourrait avoir un effet positif en dissuadant les consommateurs d'une surconsommation de ces produits"*, écrivait la députée dans un [communiqué de l'UMP](#).

Avant d'être démentie par Bercy : Eric Wœrth assurait qu'il était *"hors de question d'augmenter la TVA sur des produits alimentaires, surtout dans un contexte de difficultés de pouvoir d'achat pour les Français"*.

Une telle mesure ferait aussi réagir du côté des industriels : *"Une hausse de la TVA, cela veut dire une hausse de prix pour le consommateur, s'insurge dans Le Parisien Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires. En pleine crise du pouvoir d'achat, ce n'est pas vraiment une bonne idée."*

Mais cette information intervient alors que le parti présidentiel est mis à mal par la question de la fiscalité. Sur le RSA, qui doit être financé par une taxe sur les revenus du capital, ou sur la fiscalité écologique, défendue par Jean-Louis Borloo, les députés UMP ont fait part de leurs réticences. Une fronde qui a déjà conduit le gouvernement à renoncer à la création d'une taxe "pique-nique" sur la vaisselle jetable.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Certains souhaiteraient plutôt une baisse de la fiscalité sur d'autres produits, pour les rendre plus incitatifs. Jeudi, le Parlement européen a préconisé dans sa résolution une TVA à moins de 5 % sur les fruits et légumes, afin de lutter contre l'obésité.

Le Monde avec Reuters

## Services

